



Présidence
Direction générale
des services

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITE**

SEANCE DU 7 JUILLET 2020

EN VISIOCONFERENCE

Le 7 juillet 2020 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis en visioconférence sur convocation du Président de l'établissement. Madame Catherine Carbone, représentant Monsieur le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), était présente.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Contrôleur budgétaire et de légalité, représentant le Recteur de la Région académique PACA

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, LEFEVRE, BLANKE

Collège B

M^{mes} et M. ELLERKAMP, RAULT, LUNARDELLI

Collège BIATSS

M^{mes} et MM. POITEVIN, BERNARD, ANDRE, BERRAG

Collège ÉTUDIANT

M^{me} et M. BERTO (départ à 15h45), WIDENDAELE

Collège Personnalités Extérieures

M^{mes} CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille) (départ à 16h55), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{me} et MM. GIMELLO-MESPLOMB (procuration à M^{me} POITEVIN), DURAND (procuration à M^{me} LUNARDELLI), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M^{mes} et MM. MACE-BARBIER, COSTA, WENZEL, TEITGEN, DIONE, BISSIERE, FAURE, GONTARD

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, excusé

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. BOUYER, Agent comptable par intérim, présent

M. VACARIS, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ABONNEN, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU)

M^{me} ANDRZEJEWSKI, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des Risques (CSIR)

M. AUMONT, Ingénieur développement économique, Chargé de partenariat, relations entreprises

M. BLANCO, Directeur de la Maison de la Recherche

M. BONNARY, Manager, Cabinet EY

M. DRIDER, Vice-président étudiant (VPE)

M^{me} FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR)

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Adjoint au DGS

M. MONNET, Directeur du Service de la Formation tout au long de la vie (SFTLV)

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (VP CFVU)

M^{me} PORTAL, Assistante de direction

M^{me} ROSIER, Directrice de Cabinet

M^{me} TIXIER, Vice-présidente déléguée aux Relations internationales (VP RI)

M. VALET, Président du Comité associatif des personnels de l'Université d'Avignon (CASPUA)

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 7 juillet 2020**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration
 - 2.1 Réunion du 18 février 2020
 - 2.2 Réunion du 10 mars 2020
3. Crise sanitaire COVID-19 :
 - 3.1 Informations
 - Conditions de reprise des enseignements à la rentrée de septembre 2020
 - Modalités de mobilité étudiante au titre de l'année universitaire 2020-2021
 - 3.2 Aides exceptionnelles aux étudiants
 - Approbation des propositions de la Commission « Contribution de Vie Etudiante et de Campus » (séances des 24 et 30 juin 2020)
 - Bilan global
 - Délégation de pouvoir au Président du 7 juillet 2020 à la fin de l'état d'urgence sanitaire
 - 3.3 Approbation du plan de reprise d'activité phase 3
4. Affaires financières :
 - 4.1 Bilan du CASPUA sur l'année 2019 et approbation de la demande de subvention de fonctionnement au titre de l'année 2020
 - 4.2 Modification des tarifs de la licence professionnelle « Management et Gestion des Ressources Humaines » (LP MGRH) et du Diplôme d'université « Accompagnateur de Parcours Professionnel » (DU APP) au titre de l'année universitaire 2020-2021
5. Ressources humaines : mise en place du forfait « mobilités durables »
6. Villa Créative : approbation du dossier de candidature à l'appel à manifestation d'intérêt « Sociétés universitaires et de recherche » (AMI SUR) et création de l'association « Les acteurs de la Villa Créative »
7. Projet de rénovation du poste central de sécurité et de l'accès rue Pasteur (Campus Hannah Arendt)
8. Formation et Vie universitaire
 - 8.1 Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2020-2021
 - 8.2 NCU/CAPACITE : création du Diplôme d'université « Entrepreneuriat » à compter de l'année universitaire 2020-2021
 - 8.3 EUR IMPLANTEUS : mise en place du parcours international en Agrosciences au sein du master ST2AE à compter de l'année universitaire 2020-2021
 - 8.4 Approbation de la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2020-2021
 - 8.5 Approbation de l'offre des unités d'enseignement d'ouverture et de remédiation (UEO/R) au titre de l'année universitaire 2020-2021
 - 8.6 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2020-2021
 - 8.7 Commission « Contribution de Vie Etudiante et de Campus » :
 - Approbation du bilan des actions 2018-2019 et 2019-2020
 - Approbation des projets 2020-2021

9. Affaires institutionnelles
 - 9.1 Approbation d'un accord-cadre type de coopération internationale
 - 9.2 Approbation de la modification des statuts de l'UFR Sciences, Technologies, Santé (changement de nom du département « Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives » (STAPS)
 - 9.3 Approbation de la modification des statuts du Laboratoire « Biens, Normes et Contrats » (LBNC)
10. Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière pour l'année universitaire 2020-2021
11. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 27

Membres présents : 15

Membres suppléés : 4

Membres absents et non suppléés : 8

1. Informations générales communiquées par le Président

⇒ Pour information du Conseil d'administration

2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration

2.1 Réunion du 18 février 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

2.2 Réunion du 10 mars 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3. Crise sanitaire COVID-19 :

3.1 Informations

- Conditions de reprise des enseignements à la rentrée de septembre 2020

⇒ Pour information du Conseil d'administration

- Modalités de mobilité étudiante au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Pour information du Conseil d'administration

3.2 Aides exceptionnelles aux étudiants

- Approbation des propositions de la Commission « Contribution de Vie Etudiante et de Campus » (séances des 24 et 30 juin 2020)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

- Bilan global

⇒ Pour information du Conseil d'administration

- Délégation de pouvoir au Président du 7 juillet 2020 à la fin de l'état d'urgence sanitaire

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3.3 Approbation du plan de reprise d'activité phase 3

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4. Affaires financières :

4.1 Bilan du CASPUA sur l'année 2019 et approbation de la demande de subvention de fonctionnement au titre de l'année 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.2 Modification des tarifs de la licence professionnelle « Management et Gestion des Ressources Humaines » (LP MGRH) et du Diplôme d'université « Accompagnateur de Parcours Professionnel » (DU APP) au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Ressources humaines : mise en place du forfait « mobilités durables »

⇒ Report à la séance du Conseil d'administration du 22 septembre 2020

6. Villa Créative : approbation du dossier de candidature à l'appel à manifestation d'intérêt « Sociétés universitaires et de recherche » (AMI SUR) et création de l'association « Les acteurs de la Villa Créative »

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7. Projet de rénovation du poste central de sécurité et de l'accès rue Pasteur (Campus Hannah Arendt)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une voix contre*)

8. Formation et Vie universitaire

8.1 Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8.2 NCU/CAPACITE : création du Diplôme d'université « Entrepreneuriat » à compter de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8.3 EUR IMPLANTEUS : mise en place du parcours international en Agrosciences au sein du master ST2AE à compter de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8.4 Approbation de la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8.5 Approbation de l'offre des unités d'enseignement d'ouverture et de remédiation (UEO/R) au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8.6 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8.7 Commission « Contribution de Vie Etudiante et de Campus » :

- Approbation du bilan des actions 2018-2019 et 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

- Approbation des projets 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

9. Affaires institutionnelles

9.1 Approbation d'un accord-cadre type de coopération internationale

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

9.2 Approbation de la modification des statuts de l'UFR Sciences, Technologies, Santé (changement de nom du département « Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives » (STAPS))

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

9.3 Approbation de la modification des statuts du Laboratoire « Biens, Normes et Contrats » (LBNC)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

10. Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière pour l'année universitaire 2020-2021

⇒ Pour information du Conseil d'administration

11. Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

Il est précisé que le point 7 relatif au projet de rénovation du poste central de sécurité et de l'accès rue Pasteur a été abordé à l'issue du point 3.3 dédié au PRA Phase 3 de l'établissement avec l'accord des membres du Conseil. Par ailleurs, les informations relatives la crise sanitaire Covid-19 (point 3.1) ont été intégrées au point 3.3 relatif au PRA phase 3, les deux points étant étroitement liés. Pour une meilleure lisibilité, la rédaction du présent procès-verbal reprend l'ordre du jour initialement établi.

1. Informations générales communiquées par le Président

Remaniement ministériel : Madame Frédérique Vidal est renouvelée dans ses fonctions de Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI). Le Président souligne son action en termes de financement et de crédits au bénéfice de l'ESR (+1,7 milliard d'euros en trois ans).

Dynamique interne de recherche de grands financements : l'équipe de gouvernance reste fortement mobilisée en cette fin d'année universitaire au travers de rencontres et événements majeurs pour l'établissement :

- une réunion de tous les partenaires du Campus des Métiers et des Qualifications « Agrosociétés, Agroalimentaire et Alimentaire » (CMQ 3A) est organisée le 9 juillet 2020 pour consolider les financements privés du projet « SOFT Naturalité » dans le cadre de l'appel à projets CMQ/Territoires d'innovation pédagogique du Programme d'investissements d'avenir (PIA) en vue d'un dépôt du projet le 21 septembre 2020 ;
- le 10 juillet 2020, l'équipe de gouvernance rencontrera la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) sur la question du refinancement d'Avignon Université dans le prolongement du dialogue stratégique et de gestion engagé avec le Rectorat ;
- le 20 juillet 2020, Avignon Université déposera le dossier de candidature « Villa Créative » dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Sociétés universitaires et de recherche » (AMI SUR).

Crise sanitaire Covid-19 – Bilan de l'année universitaire 2019-2020 / Rentrée universitaire 2020-2021 : à ce jour, la rentrée de septembre 2020 s'annonce en présentiel selon un scénario « vert » qui sera présenté en détail en première partie de séance dans le cadre du plan de reprise d'activité (PRA) phase 3. En matière de bilan de l'année écoulée, 2019-2020 aura été une année consacrée à la gestion de la crise sanitaire Covid-19. Un retour d'expérience sera réalisé à froid à la rentrée de septembre si la pandémie ne connaît pas de rebond à ce moment-là. La gestion de la crise Covid-19 a été marquée en interne par l'engagement fort et assez exceptionnel d'un très grand nombre de personnels que le Président tient à nouveau à saluer.

A l'issue des informations générales, le Président donne la parole à Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA).

Le VP CA informe les membres du Conseil du report du point 5 de l'ordre du jour de séance dédié à la mise en place du forfait « mobilités durables », le Comité technique de l'établissement n'ayant pas pu statuer au préalable sur ce dossier en raison d'un ordre du jour extrêmement chargé.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration

2.1 Réunion du 18 février 2020

Le VP CA invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la réunion du CA du 18 février 2020 (*cf. annexe point 2.1*).

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.2 Réunion du 10 mars 2020

Le VP CA invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la réunion du CA du 10 mars 2020 (*cf. annexe point 2.2*).

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Crise sanitaire COVID-19 :

3.1 Informations

- Conditions de reprise des enseignements à la rentrée de septembre 2020

Les informations relatives aux conditions de reprise des enseignements à la rentrée de septembre 2020 sont développées au point 3.3 dédié au PRA/Phase 3.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

- Modalités de mobilité étudiante au titre de l'année universitaire 2020-2021

Les informations relatives aux modalités de mobilité étudiante au titre de l'année universitaire 2020-2021 sont développées au point 3.3 dédié au PRA/Phase 3.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

3.2 Aides exceptionnelles aux étudiants

- Approbation des propositions de la Commission « Contribution de Vie Etudiante et de Campus » (séances des 24 et 30 juin 2020)

Le CA est invité à se prononcer sur les propositions de la Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) en ses séances des 24 et 30 juin dernier en matière d'aides exceptionnelles allouées aux étudiants dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19 pour un montant total de 27 200 euros (aides pour l'achat d'équipements informatiques, la perte d'un emploi ou d'une gratification de stage et le financement de paniers solidaires) (*cf. annexe point 3.2*).

Il est précisé que les propositions de la Commission CVEC ont recueilli un avis favorable à l'unanimité de la Commission de la Formation et de la Vie universitaire (CFVU) en sa séance du 2 juillet 2020.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet les propositions de la Commission CVEC au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

- Bilan global

Le VP CA invite Madame Audrey Abonnen, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire, à présenter le bilan global des aides exceptionnelles allouées aux étudiants dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19.

En préambule, la VP VU rappelle les consignes ministérielles et présente les dispositifs mis en place au sein de l'établissement pour la gestion et l'instruction des aides d'urgence ainsi que les collaborations avec la Ville d'Avignon et la Préfecture de Vaucluse pour la distribution de paniers alimentaires et de chèques pour produits de première nécessité.

Elle présente ensuite les données chiffrées du questionnaire diffusé pendant le confinement auprès de l'ensemble des étudiants ainsi que le montant et la répartition par composante des aides allouées dans ce cadre (*cf. annexe point 3.2 – Aides Covid-19 à destination des étudiants*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Aucune observation n'est formulée.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

- Délégation de pouvoir au Président du 7 juillet 2020 à la fin de l'état d'urgence sanitaire

Le VP CA indique que la Commission CVEC est susceptible de recevoir des demandes d'aides exceptionnelles d'ici la fermeture estivale de l'université. Afin que l'établissement puisse y répondre à défaut de réunion de la CFVU et du CA jusqu'à la rentrée de septembre, il est proposé au Conseil de déléguer au Président le pouvoir d'octroyer des aides financières d'urgence relatives à l'achat d'équipements informatiques ou consécutives à la perte d'un emploi étudiant ou d'une gratification de stage à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire (*cf. annexe point 3.2 – Projet de délégation de pouvoir relative aux aides exceptionnelles Covid-19 au bénéfice des étudiants*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce projet de délégation au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.3 Approbation du plan de reprise d'activité phase 3

Le VP CA invite Madame Florence Andrzejewski, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des risques (CSIR), à dresser un point de situation et présenter les mesures socles du PRA/Phase 3 de l'établissement. Monsieur Ange Polidori, VP CFVU, présente quant à lui les différents scénarii envisagés pour la rentrée universitaire 2020-2021.

Point de situation :

- Présence du virus Covid-19 sur le territoire : quatre clusters recensés en Vaucluse à la date du 3 juillet 2020 ;
- Cellule de gestion de crise Avignon Université toujours en activité et joignable 24h/24, 7j/7 ;
- Poursuite des activités de recherche ;
- Poursuite des activités des services administratifs et supports (deux jours/semaine sur site + travail à distance) ;
- Organisation des examens et rattrapages jusqu'au 9 juillet 2020 ;
- Reprise des missions sur le territoire métropolitain sous réserve de validation par la cellule de gestion de crise ;
- Gestion des rapatriements des étudiants à l'étranger toujours en cours, maintien du suivi par la cellule de gestion de crise pendant la période de fermeture estivale de l'université. A ce jour, 43 étudiants sont encore en mobilité à l'étranger.

Contexte général : la situation sanitaire actuelle est en voie de nette amélioration et permet d'envisager un assouplissement des conditions de reprise d'activité à la réouverture de l'établissement mais toujours dans une approche prudentielle.

Mesures socles du PRA/Phase 3 :

- Evaluer en permanence les risques d'exposition au virus par rapport au contexte local ou sur le lieu de mission ou de mobilité (avec trois niveaux de crise : vert, jaune et rouge) ;
- Réduire au maximum les risques d'exposition qui ne peuvent être supprimés (gestion des concentrations de personnes) ;
- Privilégier les mesures de protection collectives et individuelles (distanciation physique, port du masque, jauges des espaces d'enseignement, sens de circulation, aération des locaux, bornes de gel hydro-alcoolique, protocoles de nettoyage des sanitaires...) ;
- Communiquer sur le niveau de crise et les protocoles sanitaires attachés (espace dédié sur la plateforme e-Doc, rédaction des procédures de gestion de crise annexées au PRA).

Rentrée de septembre 2020 :

- Grande incertitude quant au contexte sanitaire de la rentrée de septembre prochain et tout au long du premier semestre ;
- Nécessité de se préparer et d'anticiper les différents scénarii en fonction de l'évolution de la pandémie et des instructions des tutelles et autorités nationales de santé ;
- Trois scénarii envisagés par la DGEIP qui supposent la mise en œuvre d'une organisation adaptée en matière d'utilisation des locaux et d'enseignement à distance :

- **Scénario vert en cas de circulation du virus quasi inexistante sur le territoire** : rentrée dans les conditions habituelles, cours en présentiel, pas de protocole sanitaire spécifique pour l'utilisation des espaces d'enseignement et de circulation sur les sites de l'université ;
 - **Scénario orange en cas de circulation accrue du virus sur le territoire national ou départemental** : mise en œuvre des mesures de distanciation physique, réduction des capacités d'accueil dans les espaces d'enseignement, les bibliothèques et les restaurants universitaires, maintien des activités de recherche dans le respect des mesures sanitaires en vigueur ;
 - **Scénario rouge en cas d'apparition d'un ou plusieurs cas de contamination dans l'établissement** : hypothèse de fermeture de l'université par la Préfecture de Vaucluse pour raison d'urgence sanitaire pour une durée permettant l'identification des cas de contamination, mise en œuvre de l'enseignement à distance pour assurer la continuité pédagogique.
- Quel que soit le scénario qui se produira à la rentrée : nécessité de prévoir les modalités d'enseignement à distance dès le mois de septembre en collaboration avec la Mission d'Appui à la Pédagogie Universitaire et Innovante (MAPUI), de recenser les besoins en équipements informatiques des étudiants, de les sensibiliser aux outils et services numériques à leur disposition.

(cf. annexe point 3.3 – Diaporama de présentation).

Il est précisé que le PRA/Phase 3 de l'établissement a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et du Comité technique (CT) respectivement les 3 et 6 juillet dernier.

Sur la question de l'enseignement à distance, le VP CFVU indique que plusieurs enseignants ont d'ores et déjà exprimé le souhait de pouvoir utiliser les cours qui seront préparés à distance et ce malgré la survenance d'un scénario vert. Si la labellisation Flex'Hybrid assurée par la MAPUI ne pourra pas être délivrée massivement en un délai si contraint, l'établissement autorisera les enseignants qui le souhaitent à recourir au distanciel pour le semestre 1. Ces enseignants pourront être dotés par la MAPUI des équipements nécessaires pour la mise à distance de leurs enseignements (tablettes graphiques, caméras, microphones...). Ces modalités d'enseignement ne pourront être pérennisées par la suite qu'à condition d'être labellisée *in fine*.

Reprenant la parole, le VP CA indique qu'une lettre de cadrage a été adressée aux directrices et directeurs de composante à la mi-juin les invitant à une réflexion sur les différents besoins qui pourraient être exprimés par les équipes pédagogiques *(cf. annexe point 3.1 – Courrier du Président d'Avignon Université du 17 juin 2020)*.

Par ailleurs, il informe les membres du CA que les mobilités étudiantes entrantes et sortantes sont suspendues au cours du semestre 1 compte tenu du nombre important d'établissements partenaires en Europe notamment qui interdisent actuellement l'accueil d'étudiants internationaux. Les mobilités pourront être admises au cours du semestre 2 sous réserve d'une évolution favorable de la situation pandémique. Les demandes de stage et de césure à l'étranger sont soumises à ce même régime *(cf. annexe point 3.1 – Courrier du Président d'Avignon Université du 5 juin 2020)*.

Prenant la parole, le Président rappelle qu'à partir du moment où une convention de mobilité entrante est signée, l'université s'engage à offrir à l'étudiant l'intégralité des enseignements à distance (100 % des heures maquettes) si l'établissement devait être replacé en confinement ou si l'étudiant restait bloqué derrière la frontière de son pays d'origine. Or, à ce jour, Avignon Université n'est pas en capacité d'honorer un tel engagement.

Pour compléter, le VP CFVU précise qu'en matière d'accueil des étudiants internationaux hors échange, les autorisations d'inscription administrative ne pourront être délivrées qu'à l'issue d'un rendez-vous en présentiel avec le Service des études et de la scolarité (SES). Cette procédure permet à l'établissement de s'assurer que ces étudiants internationaux qui se sont vus délivrer un visa sont bien en capacité de se déplacer sur site pour suivre les enseignements en présentiel.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Allal Berrag demande des précisions quant aux moyens matériels mis à disposition des personnels, notamment BIATSS, dans le cadre du travail en distanciel.

Monsieur Fathie Boubertekh, Directeur général des services, indique que les personnels qui en font la demande pourront être dotés de matériels informatiques (ordinateurs portables et clés 4G) et de téléphonie. Un recensement des besoins a été réalisé auprès de l'ensemble des directrices et directeurs de services et responsables administratifs.

Pour compléter, le Président rappelle que l'université s'est dotée pendant le confinement de 300 ordinateurs portables destinés aux personnels travaillant à distance. L'établissement reste attentif aux besoins nouveaux qui pourraient être exprimés.

Le Président indique qu'au vu du contexte sanitaire actuel et des informations disponibles, la rentrée de septembre se profile en scénario vert, peut-être avec port du masque obligatoire.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet le PRA/Phase 3 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Affaires financières :

4.1 Bilan du CASPUA sur l'année 2019 et approbation de la demande de subvention de fonctionnement au titre de l'année 2020

Le CA est invité à se prononcer sur la demande de subvention de fonctionnement du Comité associatif des personnels de l'Université d'Avignon (CASPUA) au titre de l'année 2020. La demande s'élève à 22 900 euros, montant identique à celui alloué l'an passé. Lors de l'examen par le Conseil de la demande de subvention 2019, il avait été suggéré d'en augmenter le montant. Conformément à la réglementation en vigueur en matière de subvention, cette possibilité suppose la conclusion d'une convention entre le CASPUA et l'établissement. Le Bureau du CASPUA n'ayant pas pu finaliser ces démarches dans les délais impartis en raison du contexte actuel de crise sanitaire, il soumet une demande de subvention identique.

La parole est donnée à Monsieur Thierry Valet, Président du CASPUA, pour présenter le bilan 2019.

Compte tenu de la période de confinement, plusieurs actions n'ont pu être réalisées. Le CASPUA envisage de développer la mise en place d'un système de paiement en ligne pour l'ensemble des activités proposées afin de permettre à la fois une gestion simplifiée et l'accès à des offres malgré des situations de fonctionnement dégradées.

Monsieur Valet remercie le VP CA d'avoir sollicité à nouveau le Bureau du CASPUA pour la mise en place du projet de conventionnement. Il indique qu'en janvier prochain, le CASPUA sera en capacité d'engager cette démarche associée à de nouveaux projets à destination des personnels.

(cf. annexes point 4.1).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la demande de subvention de fonctionnement du CASPUA d'un montant de 22 900 euros pour l'année 2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.2 Modification des tarifs de la licence professionnelle « Management et Gestion des Ressources Humaines » (LP MGRH) et du Diplôme d'université « Accompagnateur de Parcours Professionnel » (DU APP) au titre de l'année universitaire 2020-2021

En préambule, le VP CA rappelle que le Conseil a statué sur les tarifs des formations dispensées par le Service de la Formation tout au long de la vie (SFTLV) le 12 mars 2019 et ce au titre des deux années universitaires 2019-2020 et 2020-2021.

Le SFTLV sollicite une modification des tarifs de deux de ses formations (LP MGRH et DU APP) pour l'année 2020-2021 afin d'opérer un alignement sur les pratiques tarifaires constatées sur le marché de la formation et créer un tarif spécifique pour les demandeurs d'emploi *(cf. annexe point 4.2)*.

Le VP CA invite Monsieur Fabien Monnet, Directeur du SFTLV, à apporter toutes précisions.

Pôle Emploi pratiquant des tarifications plus basses que les entreprises, France Compétences et les opérateurs de compétences (OPCO), les demandeurs d'emploi se voient régulièrement refuser leur demande de prise en charge en raison d'un tarif trop élevé, notamment sur les formations longues dont le coût est supérieur à 5 500 euros. Pour répondre à cette problématique du territoire, le SFTLV propose de créer une tarification spécifique à ce public pour lui permettre l'accès à l'offre de formation.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la modification des tarifs de la LP MGRH et du DU APP au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Ressources humaines : mise en place du forfait « mobilités durables »

⇒ **Report à la séance du Conseil d'administration du 22 septembre 2020**

6. Villa Créative : approbation du dossier de candidature à l'appel à manifestation d'intérêt « Sociétés universitaires et de recherche » (AMI SUR) et création de l'association « Les acteurs de la Villa Créative »

Le VP CA invite Monsieur Georges Linarès, Vice-président Recherche, Madame Anne-Lise Rosier, Directrice de Cabinet et Monsieur Pierre Aumont, Ingénieur développement économique chargé de partenariat à la Maison de la Recherche, à présenter le dossier.

Le projet de Villa Créative s'inscrit dans l'axe identitaire « Culture, patrimoine, sociétés numériques » qui couvre des thématiques de recherche très larges. Si les laboratoires engagés sur cet axe sont visibles dans leurs spécialités de recherche et leur communauté scientifique, le projet de Villa Créative va permettre de développer la visibilité et l'attractivité de l'établissement à l'échelle nationale et internationale.

L'ouverture de la Villa Créative est prévue pour l'année 2023 avec l'organisation de plusieurs événements dès 2021.

Ce bâtiment se veut être un lieu de croisement des publics, un lieu « totem » où se réunissent à la fois les étudiants, les enseignants-chercheurs mais également des entrepreneurs, des citoyens avignonnais et vise à fédérer les talents autour de l'axe « Culture, patrimoine et sociétés numériques ».

La conduite de ce projet s'est appuyée sur les travaux de deux comités techniques, l'un dédié au volet économique et juridique du projet, l'autre au volet architectural. En parallèle, une vaste opération de consultation interne a été engagée auprès des composantes et services de l'établissement, des représentants étudiants et du CROUS. Elle a révélé une très belle acceptation du projet qui vient fédérer toutes les forces de l'université. Ces rencontres en interne vont se prolonger par des ateliers organisés de septembre à décembre 2020 à l'attention de l'ensemble de la communauté universitaire.

Depuis les premières écritures du programme lancé en 2016, le projet a fortement évolué :

- 1 300 m² de surface supplémentaire (aménagement des combles autorisé par l'Architecte des bâtiments de France) ;
- Engagement de nouveaux partenaires du territoire à rayonnement international ;
- Rattachement du site du 58^e RI en tant qu'annexe à la Villa Créative pour permettre l'accueil de l'ensemble des partenaires du projet ;
- Ouverture du projet à l'ensemble des forces de l'université ;
- Etude d'un modèle économique viable (autofinancement des activités de la Villa Créative et financement de 6 ETP).

Le projet de Villa Créative a été pensé comme un outil partenarial pour l'Université et son écosystème constitué de partenaires institutionnels, académiques, socio-économiques déjà en lien avec les composantes et les différents services de l'établissement. La Villa Créative propose un lieu de rencontre et de connexion entre ces partenaires.

Ce projet a suscité l'engouement d'acteurs reconnus et plusieurs d'entre eux ont déposé leur candidature pour être résident permanent sur le site de la Villa Créative : le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), l'Ecole des nouvelles images (ENSI), le Festival d'Avignon, la French Tech Grande Provence, Frames web video festival, Le Nid.

Le site va accueillir un pavillon dédié à la recherche, un espace de co-working notamment pour les étudiants et les entrepreneurs en économie créative, trois plateaux (living lab, lieu d'exposition et plateau artistique), un auditorium haut de gamme de 80 places, des locaux dédiés à l'accueil de partenaires nationaux et internationaux (résidents artistes et chercheurs), des jardins et un parc arboré dédiés à l'accueil du programme culturel de la Villa Créative et notamment des rencontres-débats du Festival d'Avignon et du Festival Frames. Le premier étage du bâtiment de la Villa Créative sera réservé à l'implantation du SFTLV.

Les objectifs de la Villa Créative sont les suivants :

- Développer la visibilité et l'attractivité de l'écosystème support de l'axe « Culture, patrimoine, sociétés numériques » ;
- Développer des partenariats recherche et innovation en rupture avec les modes de collaboration traditionnels ;
- Ouvrir un site à de nouveaux partenariats dans le domaine de « l'Industrie culturelle et créative » ;

- Soutenir l'entrepreneuriat étudiant innovant ;
- Déployer une offre de formation tout au long de la vie à forte valeur ajoutée.

La Villa Créative hébergera une programmation culturelle tout au long de l'année, des projets de création croisés, une offre de formation continue reconnue et dynamique. Les porteurs du projet travaillent également à un investissement scientifique de la Villa Créative. Ce lieu totem fédèrera plusieurs structures et offrira à l'université une inscription renforcée à l'échelle européenne et internationale.

Sur le volet architectural, l'édifice propose :

- Un bâtiment principal sur quatre niveaux ;
- Trois pavillons ;
- 3 000 m² de jardin ;
- Une annexe de 750 m² (58^e RI).

Cet édifice est situé dans un « quartier campus » en pleine rénovation dans le cadre de l'action « Cœur de Ville » conduite par la Ville d'Avignon, entre le Conservatoire régional du Grand Avignon et l'Université.

L'ensemble des écritures architecturales a été validé par l'Architecte des bâtiments de France. Ce volet architectural est financé à hauteur de 14,9 millions d'euros dans le cadre du contrat de plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

L'offre de services de la Villa Créative va être lancée dès 2021 et va s'enrichir progressivement pour être pleinement déployée à l'ouverture prévue en 2023. Quatre briques sectorielles la composent :

- L'appui à la recherche ;
- Le soutien à l'innovation, l'expérimentation et la créativité (Villa Créative LAB) ;
- L'appui à l'entrepreneuriat étudiant culturel et à l'insertion professionnelle ;
- L'offre de formation tout au long de la vie.

Cette offre de services s'appuie sur deux supports de fonctionnement :

- L'animation de l'écosystème et la mise en réseau par l'association « Les Acteurs de la Villa Créative » ;
- La gestion et la location des locaux et des équipements par la SUR ;

qui vont permettre à l'établissement d'aller chercher des dotations publiques.

Le projet est donc construit à travers deux entités juridiques distinctes :

- L'association qui regroupe l'ensemble des membres de la Villa Créative et qui aura une activité de programmation culturelle et d'activités scientifiques ;
- La SUR qui va gérer des activités de location et de services pour atteindre l'équilibre économique du projet.

La SUR est une convention entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui permet de favoriser des projets dans les universités. L'Etat intervient en fonds propres aux côtés des porteurs, en soutien d'une démarche de valorisation du patrimoine matériel et immatériel dès lors que celle-ci repose sur un modèle économique viable.

La SUR Villa Créative permettra de financer 6 ETP sans recourir aux ressources de l'Université ni toucher au plafond d'emplois de l'établissement et d'obtenir des fonds publics (demande d'un million d'euros dans le cadre de la candidature).

En termes de perspectives, il s'agit dès à présent de modeler le projet « de l'intérieur », de recenser et de créer les scénarios d'usage à travers la tenue d'ateliers et de rencontres au sein de l'Université, avec les partenaires et futurs résidents, les institutions et les acteurs socio-économiques clés.

Les grandes étapes à venir :

- Le dépôt du dossier de candidature à l'AMI SUR en juillet 2020 ;
- Le dépôt du permis de construire en juillet également ;
- La poursuite des ateliers de présentation et de consultation en interne de septembre à décembre 2020 ;
- Le dépôt des statuts de l'association « Les acteurs de la Villa Créative » en septembre 2020 ;
- La présentation du projet au Comité des financeurs de la Région Sud en septembre également ;
- La présentation publique du projet à l'automne 2020.

(cf. annexes point 6 – Dossier de candidature AMI SUR, Statuts de l'association « Les acteurs de la Villa Créative », Diaporama de présentation).

A l'issue de cette présentation, le Président prend la parole et salue le travail remarquable accompli par les porteurs de ce projet qui semble remporter une certaine adhésion en interne.

Il est précisé que le dossier de candidature de la Villa Créative à l'AMI SUR et le projet de création de l'association « Les acteurs de la Villa Créative » ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT en sa séance du 6 juillet 2020.

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Fabrice Lefevre se réjouit de l'aboutissement d'un tel projet, il salue sa complétude et son envergure. Il revient sur les échéances qui ont été présentées et qui conditionnent l'avancement global du projet. Il demande si la façon dont le déploiement des activités de la Villa Créative a été pensée nous assure de la possibilité d'aboutir quelles que soient les décisions intermédiaires.

Le Président précise que l'AMI SUR fonctionne différemment des appels à projets classiques, un accompagnement est proposé en amont, la validation par l'Etat n'intervenant que si la condition de viabilité financière du projet est garantie.

Madame Rosier indique en effet que pour pouvoir entrer en vivier à cet AMI SUR, la candidature doit être suffisamment solide, complète et viable sur dix ans. Le projet de Villa Créative est le seul dossier à ce jour à être présenté par une université dans le cadre de l'AMI SUR et bénéficie du regard attentif du Cabinet de la Ministre de l'ESRI. La candidature d'Avignon Université a de fortes chances d'aboutir puisque la Caisse des dépôts et consignations a accompagné l'établissement dans le dépôt du dossier et a manifesté sa volonté de s'engager en fonds propres à hauteur de 400 000 euros.

Monsieur Mathieu Bonnary du Cabinet EY, mandaté par la Région Sud, est invité à apporter toutes précisions sur le modèle économique du projet.

Il indique que la Caisse des dépôts et consignations a été associée dès le début à la construction même du modèle économique de la Villa Créative et suit progressivement les évolutions du projet. Elle est parfaitement consciente à la fois de la robustesse du modèle et de l'ensemble des démarches qui ont été conduites en termes de fédération de l'écosystème autour de la Villa Créative. Le modèle économique repose sur des revenus locatifs qui sont aujourd'hui quasiment assurés. L'entrée en vivier est la continuité du processus d'accompagnement du projet par la Caisse des dépôts et consignations notamment pour la recherche d'autres investisseurs nécessaires dans le cadre de cet AMI.

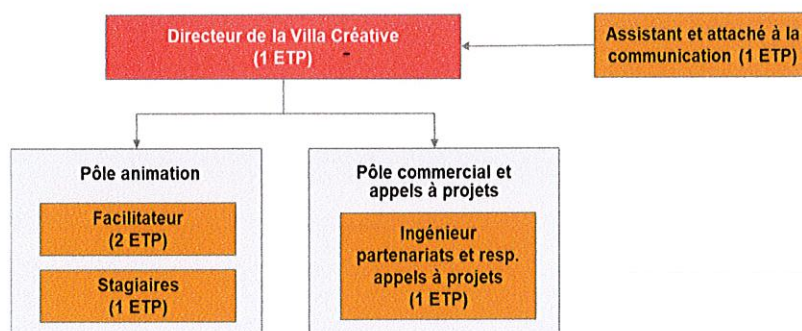
Reprenant la parole, Madame Rosier souligne la complétude de ce projet tant sur l'aspect architectural que sur son mode de fonctionnement sur le volet économique et juridique. La présentation de la candidature à l'AMI SUR se tiendra le 20 juillet prochain. La décision de l'entrée en vivier d'Avignon Université sera communiquée dans les deux mois suivants.

De nombreux partenaires privés, reconnus à l'échelle nationale et internationale, se manifestent au fil de l'eau et expriment leur vif intérêt pour participer au projet. Il est très important que l'Université, qui remplit à travers ce projet des missions de service public, reste maître du choix des financeurs privés qui devront remplir une certaine éthique. A travers la tenue des ateliers prévus de septembre à décembre, les porteurs travailleront, en collaboration avec les partenaires, à l'écriture d'une charte éthique qui va conduire la programmation et les actions de la Villa Créative.

Prenant la parole, Monsieur Aumont indique que si le projet a été construit sur la base de l'axe « Culture, patrimoine, sociétés numériques », la Villa Créative est ouverte à l'ensemble des acteurs de l'établissement : programmation culturelle et scientifique, Editions universitaires d'Avignon (EUA), associations étudiantes...

Monsieur Berrag tient à saluer la qualité de la présentation du dossier et de la conduite de ce projet. Il demande des précisions sur les ressources en personnels qui seront mobilisées pour le fonctionnement de la Villa Créative.

Comme évoqué précédemment, Madame Rosier indique que le modèle économique tel qu'il a été pensé permet le financement de 6 ETP. L'organigramme prévisionnel est le suivant :



Il pourra être amené à évoluer tout au long de l'avancement du projet. En termes de statut, ces personnels seront rattachés non pas à l'Université mais à la structure juridique de la Villa Créative. Il aura néanmoins une grande perméabilité entre les deux structures, ces personnels seront au service de l'Université dans le cadre de la programmation culturelle et scientifique.

Monsieur Ludovic Bernard salue également le travail remarquable qui a été accompli depuis deux ans. Il demande des précisions quant à la présence d'un stagiaire au sein de l'organigramme.

Prenant la parole, Monsieur Bonnary indique que l'objectif est de faire apparaître un support à l'animation de cet espace pour une question de précision dans la réponse à l'AMI SUR. D'un point de vue fonctionnel, il peut être souhaitable d'avoir différents niveaux hiérarchiques de postes. Ce poste de stagiaire vient en soutien de l'animation du lieu et des deux facilitateurs. Monsieur Pierre Aumont précise qu'il s'agit d'un stagiaire rémunéré dont le financement est inscrit dans le budget du projet.

Madame Rosier indique par ailleurs que le recours à un stagiaire participe pleinement à l'esprit de la Villa Créative, il s'inscrit dans les actions d'accompagnement de l'étudiant et l'insertion professionnelle au travers même de l'organisation de la structure.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet le dossier de candidature de la Villa Créative à l'AMI SUR au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Le VP CA soumet les statuts de l'association « Les acteurs de la Villa Créative » au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7. Projet de rénovation du poste central de sécurité et de l'accès rue Pasteur (Campus Hannah Arendt)

Le VP CA invite Madame Andrzejewski à présenter ce point.

Cette opération de travaux s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur sûreté, sécurité et accessibilité (SSA) de l'établissement adopté par le CA le 26 février 2019. Elle répond à des contraintes de fonctionnement et de sécurisation du site centre-ville, mais également à l'amélioration de la salubrité des locaux et des conditions de travail des agents du Pôle Sûreté, Sécurité Incendie (PSSI). Cette opération de travaux entre en coordination avec le chantier d'installation de la vidéo-protection et la réhabilitation du site Pasteur.

L'opération comprend deux étapes principales :

- la création d'un poste central de sécurité (PC Sécurité) : centralisation des SSI et alarmes intrusion, supervision réglementaire de la vidéo-protection, vestiaires/sanitaires homme/femme, salle de réunion, espace de stockage du matériel de sécurité, espace de vie pour les permanences H24, stockage du suivi technique ;
- le déplacement du portillon d'entrée rue Pasteur devant le PC Sécurité. La CSIR précise que ce déplacement est motivé par plusieurs raisons : portillon trop éloigné du poste de sécurité et trop proche de l'entrée C du bâtiment Nord, nécessité de réduire le passage des non usagers dans l'établissement, obstacle à l'évacuation rapide et massive dû au positionnement actuel de la rampe d'accès PMR, sortie en aveugle pour les vélos et les piétons.

En termes de calendrier, le début des travaux est prévu en janvier 2021.

(cf. annexe point 7 – Diaporama de présentation).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Delphine Blanke demande des précisions sur l'accès du public extérieur aux jardins du site centre-ville.

Madame Andrzejewski précise que l'emprise est entièrement à l'usage et la propriété de l'université. Il existe uniquement une servitude des réseaux souterrains.

Madame Poitevin fait part de plusieurs questionnements qui lui ont été remontés notamment sur l'insonorisation des locaux, la circulation des véhicules et la personne en charge du suivi de cette opération de travaux.

En termes d'insonorisation, la réhabilitation des locaux sera réalisée selon la norme RT 2012 prévoyant l'isolation phonique et thermique avec la mise en place d'un changement de fenêtres et d'isolants sur les murs.

En ce qui concerne la circulation des véhicules motorisés, Madame Andrzejewski indique que la rue Pasteur a vocation à être piétonnisée dans le cadre de l'action « Cœur de ville » conduite par la Ville d'Avignon. La restriction de la circulation sera de fait, avec un accès autorisé uniquement pour les livraisons de 5h à 11h du matin. L'accès pour le CROUS sera maintenu par la rue Pasteur.

Madame Andrzejewski indique enfin qu'en sa qualité de responsable du PSSI, elle assurera le suivi de ce projet en collaboration avec la Direction du Patrimoine de l'établissement.

Monsieur Berrag s'interroge sur l'opportunité des raisons évoquées pour le déplacement du portillon. En matière de vandalisme et d'actes malveillants, l'établissement dispose de nombreux accès et le déplacement de ce portillon ne semble pas pouvoir à lui seul résorber ces difficultés. Par ailleurs, pour ce qui concerne l'obstacle créé par le positionnement actuel de la rampe PMR, Monsieur Berrag rappelle qu'il y a quelques années, l'entrée de l'université rue Pasteur se faisait par le grand portail ce qui permettait la circulation d'un plus grand nombre et l'accès facilité des cyclistes. Il précise également que la construction de la rampe d'accès a été validée par la Commission d'accessibilité et l'Architecte des bâtiments de France. Cette rampe ne saurait donc justifier le déplacement du portillon alors même l'accès piéton et vélos pourrait être prévu par le grand portail. Enfin, Monsieur Berrag regrette qu'aucune donnée chiffrée ni précision sur les procédures de marchés publics mises en œuvre dans le cadre de cette opération n'ait été communiquée aux membres du CA.

Madame Andrzejewski rappelle à nouveau que ce projet s'inscrit dans le cadre du schéma directeur SSA de l'établissement qui a été présenté avec chiffrage devant le CA le 26 février 2019. Ce schéma directeur reprend l'intégralité des projets qui le composent avec l'enveloppe financière associée et peut être consulté librement sur la plateforme e-Doc dans la rubrique des délibérations et comptes rendus du CA. La somme consacrée à la maîtrise d'œuvre est actuellement de 37 000 euros et a fait l'objet d'une mise en concurrence. Pour ce qui concerne le plan d'investissement de l'opération, la rédaction du cahier des charges permettra de recenser lot par lot les montants alloués, le calcul ayant été réalisé avec un montant au m² de bâtiment.

Madame Andrzejewski indique par ailleurs qu'aucun défaut structurel n'a été recensé dans ce bâtiment. En effet, les témoins de mesure qui ont été posés ne présentent pas désordre, le cas échéant le bâtiment aurait été fermé par la Direction du Patrimoine pour des raisons de sécurité. En termes de salubrité, la CSIR précise que les difficultés proviennent des remontées capillaires dues à la nappe phréatique qui inonde la cave et imbibe les murs. Sur le plan des conditions de travail, l'opération de réaménagement aboutira à une surface de 9,75 m² pour l'ensemble des agents du PSSI.

Sur la question du positionnement de la rampe d'accès PMR, Madame Andrzejewski précise qu'une Commission d'accessibilité n'a pas vocation à évaluer la partie évacuation d'un projet de construction ou de travaux qui relève des prérogatives des sapeurs-pompiers et de la Commission départementale de sécurité. Elle indique enfin que l'accès piéton et cycliste par le grand portail rue Pasteur ne saurait être rétabli compte tenu de la réglementation actuelle puisque ce portail est directement positionné en face de la voirie publique et qu'il est impossible d'installer des bornes anti voitures béliers sur le passage des véhicules.

Le déplacement du portillon rue Pasteur répond à une adaptation au contexte sécuritaire dans la continuité du schéma directeur SSA de l'établissement.

Reprenant la parole, le VP CA rappelle que l'opération de déplacement du portillon a vocation à permettre la gestion de l'accès rue Pasteur depuis le PC Sécurité. *De facto*, la question du positionnement de la rampe d'accès PMR ne posera plus aucune difficulté.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet le projet de rénovation du poste central de sécurité et de l'accès rue Pasteur au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une voix contre)**

8. Formation et Vie universitaire

La parole est donnée au VP CFVU pour présenter ces points.

8.1 Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2020-2021

Monsieur Polidori présente le projet de calendrier pédagogique 2020-2021 (*cf. annexe point 8.1*).

Il indique qu'initialement le début des cours avait été programmé à la mi-septembre afin de permettre aux composantes de finaliser l'ensemble des enseignements du semestre 1.

Compte tenu des conditions d'activités dégradées dans lesquelles les composantes et les services sont amenés à préparer la rentrée, de la demande faite aux enseignants de se préparer à des cours à distance, de la nécessité d'équiper les espaces d'enseignement de matériels de vidéo captation, de la préparation des pré-rentreées permettant l'accueil des nouveaux publics, il a paru opportun de retarder le début des cours. A la demande du CT de l'établissement, la semaine de vacances de cours du semestre 1 a été préservée.

Le début des enseignements est donc envisagé au 21 septembre 2020.

Il est précisé que le calendrier pédagogique 2020-2021 tel que modifié a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT en sa séance du 6 juillet dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke indique que le calendrier des enseignements de l'IUT est distinct de ce calendrier pédagogique.

Monsieur Polidori précise en effet que le calendrier de l'IUT répond à des contraintes nationales qui prévoient des durées d'enseignement différentes. Le projet de calendrier pédagogique soumis au vote du Conseil concerne les composantes hors IUT.

Pour compléter, le Président indique que ce calendrier pédagogique a vocation à poser le cadre général, les formations ayant des contraintes spécifiques ne sont pas concernées.

Madame Nathalie Lunardelli demande des précisions sur la demi-journée d'accueil des étudiants de première année de licence prévue le 1^{er} octobre 2020. Monsieur Polidori confirme que cette demi-journée est banalisée pour les néo-entrants.

Prenant la parole, le VP CA indique par ailleurs que les dates de pré-inscription des unités d'enseignement d'ouverture (UEO) et de saisie des ECTS mentionnées sur ce calendrier sont amenées à évoluer eu égard au report du démarrage des cours.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet le calendrier pédagogique 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8.2 NCU/CAPACITE : création du Diplôme d'université « Entrepreneuriat » à compter de l'année universitaire 2020-2021

Ce projet de formation est entièrement financé dans le cadre du projet NCU/CAPACITE. Il s'agit de délivrer 300 heures de formation à l'entrepreneuriat. Bon nombre d'étudiants d'Avignon Université ont manifesté leur intérêt pour ce type de formation. Ce diplôme d'université (DU) vise à encourager le vivier de créateurs d'entreprise présent au sein de l'établissement et à conduire ces étudiants vers la réalisation de leur projet d'entrepreneuriat.

Ce projet de formation s'inscrit dans le cadre d'un DU mais a vocation à se traduire en 2021 par de l'individualisation des parcours au sein de toutes les licences de l'Université.

Le DU « Entrepreneuriat » dispose d'une capacité d'accueil de 40 places, ce cursus est intégralement offert à distance (*cf. annexe point 8.2*).

Il est précisé que la création de ce diplôme a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 18 juin 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Lefèvre note que le porteur de cette formation dispense +/- 80 % des enseignements. Il demande si à terme l'équipe pédagogique a vocation à être densifiée.

Le VP CFVU indique que la PRAG concernée a été recrutée spécifiquement à cet effet et a en charge le lancement de ce cursus de formation. L'objectif est de déployer les enseignements aux collègues spécialistes de gestion.

Prenant la parole, Monsieur Bernard précise par ailleurs que cette formation prévoit l'intervention de professionnels pour encadrer les étudiants (tutorat en petits groupes).

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet la création du DU « Entrepreneuriat » au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8.3 EUR IMPLANTEUS : mise en place du parcours international en Agros sciences au sein du master ST2AE à compter de l'année universitaire 2020-2021

La mise en place du parcours international en Agros sciences au sein du master ST2AE s'inscrit dans le cadre du projet EUR/IMPLANTEUS qui prévoyait initialement la création d'un magistère. Le projet a été légèrement modifié à la demande du jury qui a invité le porteur à replacer les heures prévues dans ce magistère au sein d'un parcours LMD classique.

Dans ce contexte, il a été décidé d'intégrer le parcours international au sein du master ST2AE. Le premier semestre est commun à l'ensemble des parcours. Seul le deuxième semestre du M1 est spécifique et les enseignements y sont dispensés en anglais. Le M2 est également spécifique avec des enseignements intégralement dispensés en anglais et à distance afin que les étudiants internationaux puissent suivre cette formation tout en étant éloignés du territoire français.

La mise en place de ce parcours est le fruit d'une très grande collaboration avec les chercheurs de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) qui participent très activement aux enseignements de ce master.

Monsieur Polidori indique que le projet est entièrement financé dans le cadre du projet EUR/IMPLANTEUS.

(cf. annexe point 8.3).

La mise en place de ce parcours a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission de la Recherche (CR) et de la CFVU respectivement les 25 juin et 2 juillet 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la mise en place de ce parcours au sein du master ST2AE au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8.4 Approbation de la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2020-2021

Le VP CFVU rappelle qu'en sus de l'accréditation, une autorisation est requise chaque année pour l'ouverture des formations de l'établissement. Pour ce faire, les formations doivent répondre à un certain nombre de conditions : effectifs inscrits sur les deux/trois dernières années, équipe pédagogique complète, etc...

La liste des formations autorisées à ouvrir est soumise à l'avis préalable de la CFVU qui atteste de la solidité de ces formations. Elle est ensuite portée au vote du CA pour validation finale.

Cette année, il est proposé d'autoriser l'ouverture de toutes les formations à l'exception de la licence professionnelle « Tourisme et économie solidaire » (LP TES) qui est suspendue pour l'année 2020-2021 car elle ne remplit pas les conditions. Sa réouverture sera à nouveau examinée par les instances l'année prochaine. Par ailleurs, le VP CFVU informe les membres du CA de la fermeture complète du parcours Italien de la LLCER qui s'est fermée progressivement sur tous les niveaux depuis trois ans.

La liste des formations autorisées à ouvrir sur l'année 2020-2021 intègre par ailleurs les créations de parcours et de diplômes qui ont été soumises à la validation préalable du CA tout au long de l'année universitaire.

(cf. annexe point 8.4).

Il est précisé que cette liste a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 18 juin 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8.5 Approbation de l'offre des unités d'enseignement d'ouverture et de remédiation (UEO/R) au titre de l'année universitaire 2020-2021

Le CA est invité à se prononcer sur le catalogue des UEO/R proposé aux étudiants de première année de licence pour l'année universitaire 2020-2021.

Ce catalogue a vocation à s'étoffer sur le volet de la remédiation puisque de plus en plus de licences rentrent dans les dispositifs d'inscription sous condition, de remise à niveau et de parcours ALLURE.

Chaque année, ce catalogue évolue au gré des demandes de création, des fermetures, des renouvellements avec modification. Il se doit d'être suffisamment étoffé pour répondre aux besoins des quelques 5 000 étudiants de premier cycle. La CFVU veille néanmoins à ce qu'il n'y ait pas une inflation de création d'UEO/R et à ce que ces unités d'enseignement ne soient pas disciplinaires mais bien des unités d'ouverture.

Pour 2020-2021, le catalogue prévoit 146 UEO/R dont 27 UEO/R de remise à niveau et de soutien disciplinaire. 18 créations d'unités d'enseignement y ont été intégrées dont 11 de remise à niveau intégralement financées par des moyens ORE et 17 suppressions ont été acceptées par la CFVU (*cf. annexe point 8.5*).

Le coût de ces UE hors remédiation s'élève à 201 000 euros.

Cette offre globale UEO/R a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 18 juin 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette offre UEO/R au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8.6 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2020-2021

Chaque année, le CA est invité à se prononcer sur le référentiel des responsabilités pédagogiques des composantes et du SFTLV (*cf annexes point 8.6*).

Le référentiel des UFR a été étoffé depuis quatre ans pour une meilleure définition des responsabilités des collègues qui s'engagent. Ces responsabilités montent en charge chaque année avec la création de nouvelles responsabilités notamment dans le cadre du projet NCU/CAPACITE. Une nouvelle responsabilité pédagogique apparaît cette année, elle est associée au portage des classes TREMPLIN dont la création a été approuvée en CA du 9 juin 2020.

Les financements prévus en heures pour chacune des responsabilités ont été mis à niveau. Le volume horaire des primes de responsabilités pédagogiques (PRP) des responsables de licences a été porté à 60 heures quels que soient les effectifs de la licence car ces responsables vont être fortement sollicités à travers le collegium licence pour assurer l'ingénierie pédagogique de transformation de nos licences (individualisation des parcours).

Les référentiels de l'IUT et du SFTLV ne connaissent pas cette année de modification notable par rapport à l'année écoulée.

Il est précisé que les référentiels des responsabilités pédagogiques des composantes et du SFTLV ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU et du CT respectivement les 18 juin et 6 juillet 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Lunardelli salue le travail accompli sur ces référentiels en termes de clarté et de précision du périmètre des missions. Elle suggère toutefois d'insérer dans le référentiel des composantes les critères d'attribution du volume horaire attaché à la PRP pour direction d'études qui peut varier de 15 à 30 heures. Par ailleurs, elle souhaite savoir pourquoi les PRP liées à la gestion des mobilités ne sont pas gérées par la Maison de l'International (MDI). Enfin, elle indique que la variation du volume horaire associé aux PRP pour responsabilité de licence en fonction de l'effectif de la formation se justifiait de l'avis de plusieurs collègues (distinguo entre les licences de plus ou moins 200 étudiants).

Prenant la parole, le VP CA précise qu'une réflexion a été engagée sur la refonte du référentiel des responsabilités pédagogiques. Ce travail n'a pas pu être poursuivi en raison du confinement mais devrait pouvoir aboutir l'année prochaine, notamment sur la question de la mobilité.

Par ailleurs, le VP CA indique que les responsabilités pédagogiques des directeurs d'études dépendent du degré d'avancement de la formation dans le cadre de l'individualisation du parcours. Les PRP associées pourront varier en fonction de l'ensemble des tâches que les directeurs d'études seront amenés à accomplir et seront laissées à l'appréciation des responsables des composantes.

Sur la question de l'alignement des PRP associées aux responsabilités de licences, il a été avancé au cours des consultations conduites auprès des composantes que parmi les missions accomplies par les responsables de formation, la plupart était indifférente au nombre d'étudiants inscrits (coordination pour la participation à des salons, élaboration et suivi des dossiers d'accréditation, préparation de l'autoévaluation...). Accessoirement, cet alignement a l'avantage de résoudre l'effet de seuil pour les formations n'atteignant pas de peu un effectif de 200 étudiants.

Sur ce dernier point, le VP CFVU indique que la différenciation, si elle était maintenue, devrait porter non pas sur le critère de l'effectif étudiant mais sur le nombre des co-responsables qui accompagnent les licences à gros effectifs.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet le référentiel des responsabilités pédagogiques des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8.7 Commission « Contribution de Vie Etudiante et de Campus »

Le VP CA invite Madame Abonnen à présenter ce point.

- Approbation du bilan des actions 2018-2019 et 2019-2020

Les membres du CA se sont vus communiquer le bilan des actions de la Commission CVEC 2018-2019 et le pré-bilan 2019-2020 (*cf annexes point 8.7*).

Sur 2018-2019, ce bilan fait apparaître un budget final excédentaire, le reliquat ayant été reprogrammé sur l'année 2019-2020.

Pour la campagne 2019-2020, la collecte de la CVEC a été supérieure au montant soclé (59,93 euros à percevoir par étudiant contre 41 euros programmés). Cet excédent cumulé à celui de l'exercice 2018-2019 a permis de contribuer plus fortement à la gestion des aides d'urgence aux étudiants dans le cadre de la crise sanitaire de Covid-19.

Le bilan des actions 2018-2019 et le pré-bilan 2019-2020 ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 2 juillet 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le bilan des actions 2018-2019 et le pré-bilan 2019-2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

- Approbation des projets 2020-2021

La VP VU présente la programmation des actions sur l'année 2020-2021.

La Commission CVEC se base pour l'année 2020-2021 sur un montant soclé de 42 euros par étudiant. A l'instar des années précédentes, des montants ont été fléchés sur la Médecine préventive et le Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE). Après intégration du reliquat 2019-2020, le montant restant à répartir s'élève à 270 014,05 euros. La pré-programmation 2020-2021 intègre les actions récurrentes proposées par le SUAPS, le Relais Handicap et la Maison de la Culture et de la Vie de campus - MCVC (*cf. annexe point 8.7 – projets CCVEC 2020-2021*).

La programmation sera affinée en cours d'année universitaire autour d'un projet plus structurant pour l'établissement et coordonné entre les différents acteurs.

Il est précisé que la pré-programmation des actions de la Commission CVEC sur l'année 2020-2021 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 2 juillet 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke s'étonne que l'effectif sur lequel est calculée l'enveloppe 2020-2021 allouée à la CVEC se porte à 6 030 étudiants alors que l'Université accueille généralement +/- 7 500 étudiants chaque année.

Madame Abonnen indique que la définition de l'enveloppe CVEC se base sur une estimation réalisée de manière très prudentielle. Ces chiffres sont remontés à deux reprises au CNOUS en charge de la collecte de la CVEC, une première fois en octobre et une seconde fois en mai. L'estimation qui sera affinée au mois de mai sera donc plus précise.

Monsieur Berrag demande des précisions sur le projet d'acquisition d'équipements spécifiques porté par le Relais Handicap et le projet intitulé « Transmissions » porté par la MCVC.

La VP VU indique que le projet porté par le Relais Handicap vise à doter des étudiants mal-voyants ou non-voyants d'équipements de type liseuses et tables à hauteur pour faciliter leur accès aux informations. L'action menée par la MCVC consiste en une opération de médiation culturelle portée sur les deux campus qui nécessite la formation et le recrutement en amont d'étudiants vacataires afin de faciliter l'accès des étudiants à la programmation culturelle et aux différents dispositifs portés par la MCVC.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet la pré-programmation des actions de la Commission CVEC sur l'année 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

9. Affaires institutionnelles

9.1 Approbation d'un accord-cadre type de coopération internationale

Il est proposé de mettre en place un modèle d'accord-cadre de coopération internationale afin d'harmoniser le cadre règlementaire des partenariats internationaux. Ce modèle d'accord-cadre a été élaboré en concertation avec la MDR et la MDI sous la coordination du VP Recherche et constitue un outil de facilitation à disposition des personnels de l'Université pour la formalisation des conventions de coopération en matière d'enseignement, de recherche, de mobilité étudiante ou des personnels.

Son contenu peut être alimenté au gré des négociations avec le partenaire. Il peut donner lieu à la signature de conventions d'application dans les domaines particuliers pour lesquels les référents seraient les porteurs de projets (composantes, services, laboratoires) (cf. annexe point 9.1).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce modèle d'accord-cadre au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

9.2 Approbation de la modification des statuts de l'UFR Sciences, Technologies, Santé (changement de nom du département « Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives » (STAPS))

Le CA est invité à se prononcer sur le changement de dénomination du Département STAPS qui est à l'initiative de cette demande afin de s'adapter à un mouvement national et de faire en sorte que le nom reflète les compétences et les activités effectives du Département.

Le nom proposé est le suivant : Département des Sciences du Sport, de l'Education Physique et de la Santé (cf. annexes point 9.2).

Cette proposition a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Conseil d'UFR STS, de la Commission permanente chargée des règlements et statuts et du CT de l'établissement respectivement les 10 décembre 2019, 25 juin 2020 et 6 juillet 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le changement de nom du Département STAPS au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

9.3 Approbation de la modification des statuts du Laboratoire « Biens, Normes et Contrats » (LBNC)

La modification soumise au vote du Conseil porte sur l'article 6.1 des statuts du LBNC relatif à la composition du Conseil de laboratoire. Cette composition reflète la pluralité des disciplines représentées au sein de ce Conseil de laboratoire. La rédaction initiale de cet article tenait compte d'une répartition par section CNU qu'il convient d'actualiser en raison de l'émergence de nouvelles sections CNU et de la disparition de la section 06 au sein du LBNC. Elle prévoyait par ailleurs un nombre de personnels titulaires qui ne peut plus être retenu aujourd'hui (vivier insuffisant).

La proposition de modification consiste en la réduction du nombre des membres permanents du Conseil de laboratoire à sept contre neuf initialement avec six enseignants-chercheurs contre huit initialement, pour moitié professeurs et pour moitié maîtres de conférences ou assimilés. La composition n'est plus régie par une répartition par section CNU mais il est indiqué qu'elle doit refléter la pluridisciplinarité du laboratoire.

Le nombre de membres temporaires est maintenu à deux. Il est également indiqué que ces membres doivent aussi refléter, dans la mesure du possible, la diversité des disciplines.

(cf. annexes point 9.3).

Cette modification des statuts du LBNC a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Conseil d'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG), de la CR, de la Commission permanente chargée des règlements et statuts et du CT de l'établissement respectivement les 31 janvier, 27 mai, 25 juin et 6 juillet 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette modification de statuts au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

10. Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière pour l'année universitaire 2020-2021

Le VP CA présente le calendrier prévisionnel des séances du CA en formation plénière pour l'année 2020-2021 (cf. annexe point 10).

Ce calendrier ne soulève aucune observation de la part des administrateurs.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

11. Questions diverses

⇒ **Néant**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h.

Le Président d'Avignon Université

Philippe ENKAMP

